

ARRÊTÉ MUNICIPAL
PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT A L'OCCASION D'UN
DEMANAGEMENT AU 4 MAIL JOSEPHINE BAKER

N°2024-233

Le Maire de la Ville de MELESSE ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs généraux du Maire en matière de police, et les articles L2213-1 et L2213-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire sur les voies à l'intérieur de l'agglomération ;

Vu le code de la route, et notamment les articles L411-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police de la circulation et les articles R411-1 et suivants relatifs aux pouvoirs généraux de police ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code pénal, et notamment l'article R610-5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété par divers arrêtés subséquents, relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, et notamment la 8^{ème} partie relative à la « signalisation temporaire » ;

Vu la demande d'arrêté municipal de la Société BRETAGNE MACÉ Déménagement reçue en mairie le 15 juillet 2024 concernant un déménagement qui aura lieu le jeudi 18 juillet 2024 au 4 mail Joséphine Baker (35520 Melesse), sollicitant trois emplacements de stationnement au niveau du passage 4 mail Joséphine Baker.

Considérant que le bon déroulement du déménagement le jeudi 18 juillet 2024 au 4 Mail Joséphine Baker à Melesse (35520) nécessite la réglementation suivante dans l'agglomération de Melesse ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : Le jeudi 18 juillet 2024 de 08h00 à 20h00, la Société BRETAGNE MACÉ Déménagement sera autorisée à faire stationner un camion de déménagement sur le domaine public communal au niveau du passage 4 Mail Joséphine Baker situé rue de Montreuil.

ARTICLE 2 : La signalisation routière correspondante sera mise en place et retirée par l'entreprise BRETAGNE MACÉ Déménagement conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 : La responsabilité et la surveillance du déménagement seront assurées par le demandeur de la présente qui devra particulièrement veiller à assurer la sécurité des piétons et maintenir une circulation routière sécurisée sur la voie publique.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services, le Responsable des Services Techniques et la Police Municipale de la Mairie de Melesse, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Betton (Ille-et-Vilaine) et la Société BRETAGNE MACÉ Déménagement seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes (Ille-et-Vilaine) ou par Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.
Monsieur le Maire peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Betton,
- Services Techniques et Police Municipale de la Mairie de Melesse,
- Société BRETAGNE MACÉ Déménagement.

Affiché le 17 juillet 2024

**Le Maire,
Claude JAOUEN**



Melesse, le 15 juillet 2024

**Le Maire,
Claude JAOUEN**

